

Mikhaël ELBAZ

Anthropologue, professeur au département d'anthropologie, Université Laval

(1980)

“Contrôle territorial, urbanisation périphérique et ségrégation ethnique en Israël”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Mikhaël Elbaz

[Anthropologue, professeur au département d’anthropologie, Université Laval.]

“Contrôle territorial, urbanisation périphérique et ségrégation ethnique en Israël”.

Un article publié dans la revue **Anthropologie et sociétés**, vol. 4 no 1, 1980, pp. 65-95. Québec: département d'anthropologie de l'Université Laval.

[Autorisation formelle accordée le 15 août 2007 par l’auteur de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : antmel@hermes.ulaval.ca ou Mikhael.Elbaz@ant.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

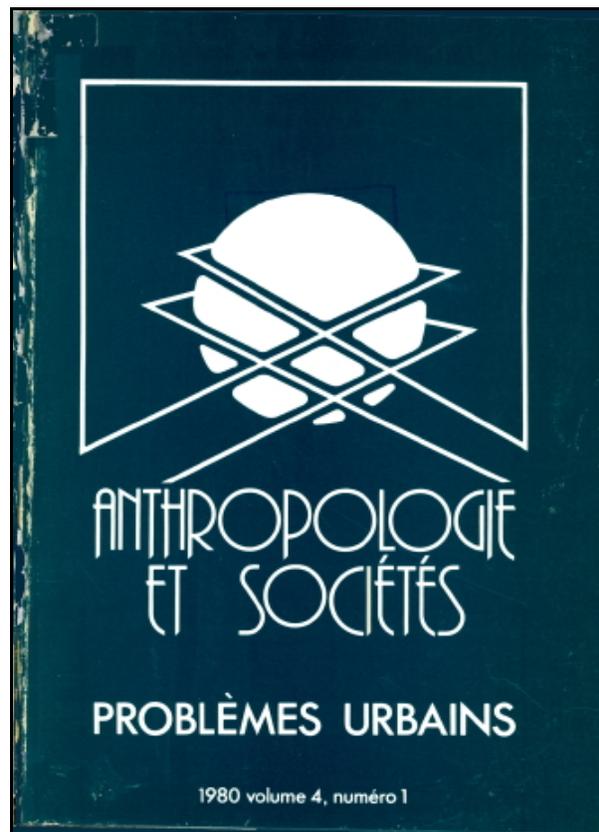
Édition numérique réalisée le 31 janvier 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Mikhaël ELBAZ

Anthropologue, professeur au département d'anthropologie,
Université Laval.

“Contrôle territorial, urbanisation périphérique
et ségrégation ethnique en Israël”



Un article publié dans la revue **Anthropologie et sociétés**, vol. 4 no 1, 1980, pp. 65-95. Québec: département d'anthropologie de l'Université Laval.

Table des matières

[Introduction](#)

[Idéologie et stratégies territoriales](#)

[Aménagement étatisé du territoire et processus d'urbanisation](#)

[Restructuration spatiale et colonisation intérieure du territoire](#)

[Déconcentration industrielle et développement inégal régional](#)

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

[Carte 1.](#) Distribution des villes de développement en Israël

[Carte 2.](#) Les zones de développement en Israël. Selon la Loi d'Aide à l'investissement, 1957.

[Tableau 1.](#) Évolution de la population juive en Israël selon les localités

[Tableau 2.](#) Distribution écologique par groupe ethnique selon les localités, 1972

Mikhaël ELBAZ
Anthropologue, professeur au département d'anthropologie,
Université Laval.

**“Contrôle territorial, urbanisation périphérique
et ségrégation ethnique en Israël”.**

Un article publié dans la revue **Anthropologie et sociétés**, vol. 4 no 1, 1980, pp. 65-95. Québec: département d'anthropologie de l'Université Laval.

Introduction

« Le territoire avec son espace et sa population est non seulement la source de toute force militaire mais il fait aussi partie des facteurs agissant sur la guerre, ne serait-ce que parce qu'il constitue le théâtre des opérations. »

Carl von Clausewitz

[Retour à la table des matières](#)

L'étude des formes et des modes de regroupement urbains dans les sociétés industrielles renvoie à celle de la pénétration du capitalisme en largeur et en profondeur *. Nous entendons par là que les processus d'urbanisation sont déterminés par un double procès, d'une part la déterritorialisation graduelle des producteurs des formes de production précapitalistes et d'autre part, la fixation-concentration tendancielle des travailleurs qui n'ont que leur force de travail à vendre dans des branches et secteurs de la production qui ont nécessairement une ins-

* Nous tenons à remercier Bernard Bernier qui a lu et commenté ce texte qui s'inspire en partie d'hypothèses développées ailleurs (Bernier et al., 1978 ; Elbaz 1979 a et b). Les positions défendues dans cet article n'engagent, il va de soi, que l'auteur.

cription spatiale. Cependant, la division socio-spatiale du travail au sein d'une formation sociale donnée demeure un procès complexe que seule une analyse historique du développement inégal et combiné du capitalisme peut éclairer. En effet, nous partons du postulat que le déploiement du capitalisme s'est fondé historiquement à partir de la constitution d'un marché et de la soumission des modes de production antérieurs, de la montée de la bourgeoisie comme classe hégémonique qui tente de contrôler et de clôturer une base d'accumulation au sein de laquelle elle nationalise les sujets et définit l'espace du droit. Pour nous, le contrôle politique du territoire doit d'emblée être saisi en tant *qu'enjeu d'un rapport de forces permanent entre les classes en lutte*, la bourgeoisie et le prolétariat, même si selon les lieux et les moments, cette polarisation a intégré d'autres catégories et groupes sociaux. Toutefois, le quadrillage du territoire et sa surveillance bien qu'ils aient entraîné l'homogénéisation de l'espace n'ont pas enrayé les différenciations régionales. Ceci se comprend aisément si l'on considère que l'utilisation du sol et du sous-sol qui est à la base de la division territoriale du travail est un procès scandé par les luttes des classes populaires, luttes qui traversent l'État capitaliste. Par ailleurs, la concentration et la centralisation du capital ont suscité des transformations sociales et techniques décisives forçant l'appareil d'État à gérer et à coordonner les moyens de consommation collectifs que les capitalistes individuels ne pouvaient assumer. Il est donc nécessaire d'analyser la distribution socio-spatiale des agents et des moyens de production en s'appuyant sur plusieurs thèses :

- 1° Nous soutenons que le contrôle stratégique du territoire par la bourgeoisie fonde idéologiquement le rassemblement des agents divisés structurellement au sein des rapports sociaux de production, légitime la surveillance des déplacements dans l'espace et régit l'insertion des non-nationaux.
- 2° Les luttes de classe ont une dimension spatiale qui est matériellement déterminée par le développement articulé à dominante des modes de production.

3° L'État capitaliste intervient dans le mode d'organisation spatiale aux différentes étapes de l'expansion capitaliste, d'une part en définissant les conditions d'appropriation et de consommation du territoire et d'autre part en agissant directement ou indirectement sur la reproduction des rapports sociaux de classe.

Ces trois propositions sommaires méritent une élaboration plus dense à laquelle je ne me livrerai pas dans ce texte, considérant que plusieurs travaux importants ont explicité à des degrés divers la question de la production et de la transformation de l'espace dans le capitalisme et le rôle spécifique de l'État dans ce procès. (Bernier 1978 ; Castells 1972 et 1976 ; Harvey 1973 ; Lojkine 1977, Lipietz 1977 ; Mingione 1977 ; Preteceille 1974).

Elles me serviront néanmoins comme cadre général à l'étude de la division territoriale du travail au sein de la société israélienne qui est l'objet de cet article. Plus spécifiquement, nous tenterons d'explicitier les contradictions de classe et les conflits ethniques générés par la fixation de travailleurs migrants dans des zones de développement périphériques et frontalières. L'hypothèse la plus souvent retenue par les sociologues et urbanistes israéliens afin de rendre compte de la ségrégation ethnico-spatiale consiste à s'appuyer d'une part sur les écueils au niveau des formes qu'a entraînés l'aménagement étatisé du territoire depuis 1948 et d'autre part sur l'héritage socio-culturel des migrants orientaux qui inhibait tendanciellement leur mobilité sociale. J'ai montré ailleurs que cette dernière hypothèse ne résistait pas à l'analyse du procès réel de formation des classes sociales en PalestineIsraël (Elbaz 1979a). Je voudrais m'attaquer ici à la clarification des problèmes urbains et régionaux en me démarquant des bévues de la tradition idéologique (élaborée par l'école de Chicago) qui conçoit la ville en tant que lieu d'interactions, d'acculturation et/ou de désorganisation sociale.

Pour nous, les contradictions urbaines en Israël doivent être définies, d'une part par la primauté politique du contrôle territorial et d'autre part, sous-déterminées par le développement d'un capitalisme local dépendant de la chaîne impérialiste. En effet, la distribution spatiale des immigrants a été étroitement liée aux politiques migratoires du mandat britannique et de l'État d'Israël, aux étapes d'occupation du territoire et aux flux de capitaux extérieurs nécessaires à l'établissement et à la reproduction de la société israélienne. Il faut donc expliciter même brièvement les relations dialectiques entre le contrôle territorial et le développement d'un capitalisme semi-industriel dépendant comme relevant des contradictions spécifiques à l'organisation du procès de colonisation et de clôture du territoire. Pour ce faire, nous proposons une lecture généalogique de la transformation de l'espace en Palestine-Israël. Dans un premier temps, nous rappelons de manière sommaire les relations complexes entre les rationalisations idéologiques du sionisme politique et l'appropriation foncière durant la période mandataire afin de nous interroger ensuite sur les interventions étatiques dans la planification spatiale. Dans un second temps, nous exposons les effets sociaux et politiques qu'a générés le procès de localisation de la force de travail migrante dans des nouvelles villes peuplées majoritairement par un sous-prolétariat d'origine judéo-sépharade. Enfin nous débattons de la désurbanisation planifiée dans une perspective comparative.

Idéologie et stratégies territoriales

[Retour à la table des matières](#)

Les processus d'urbanisation en Palestine au début du siècle sont tributaires de la pénétration plus accentuée du capitalisme dont les agents sont l'appareil d'État colonial britannique et la colonisation de peuplement sioniste. Toutefois, l'implantation d'immigrants juifs, suscite très tôt un conflit avec les autochtones dont l'enjeu est le sol et son utilisation productive (Mandel 1965). Par ailleurs, la subordination

juridico-politique du Yishouv ¹ à l'impérialisme britannique, sa faiblesse militaire et démographique excluait à court terme une dépossession violente des paysans et consubstantiellement la destruction de la formation sociale palestinienne. De ce fait, le contrôle foncier, objectif politique et idéologique du mouvement sioniste ne put se réaliser que graduellement à l'abri de la puissance mandataire. Les institutions para-étatiques (le Fonds national juif et le Keren Hayesod) ² de concert avec le courant pionnier sioniste-socialiste favoriseront la colonisation agraire et la création de collectifs de production et de distribution dont la fonction est d'intégrer de manière exclusive les immigrants et de forger les linéaments d'une base territoriale.

Ce biais agriculturiste du bloc au pouvoir sioniste-socialiste est selon certains auteurs (Cohen 1970a : 3-5 ; Giladi 1975 : 167-168) l'expression idéologique des pratiques du courant pionnier qui visait prioritairement une territorialisation productive des migrants afin de transformer la spécialisation occupationnelle qui aurait caractérisé la situation de classe des juifs dans la diaspora. Une telle rationalisation idéologique, souligne-t-on, serait à la base de l'indifférence sinon de l'aversion de la classe régnante à la ville considérée comme le lieu de l'anti-nature et également la source des écueils et des difficultés qui se sont manifestés dans l'organisation spatiale après la création de l'État. Néanmoins, le paradoxe de l'implantation juive en Palestine réside dans le fait que l'immense majorité des immigrants se sont concentrés

¹ Yishouv est le terme hébraïque désignant la collectivité juive en Palestine à l'époque de l'Empire ottoman et du mandat britannique.

² Le Fonds national juif fut institué officiellement en 1907 afin d'acquérir des terres en Palestine au nom du peuple juif. La constitution d'un patrimoine foncier fut idéologiquement et institutionnellement définie dans la charte du Fonds qui prescrit d'une part l'inaliénabilité de la propriété foncière et d'autre part sa cession aux migrants et entreprises qui se prévalent d'un droit de gérance à la condition expresse que la terre soit travaillée par des juifs. Le F.N.J. constitue de fait l'instrument principal du séparatisme ethnique et économique prôné par le mouvement sioniste. Par ailleurs, le Keren Hayesod a pour fonction de collecter des capitaux dans le but de canaliser et de fixer des immigrants en Palestine. (Pour plus de détails voir Chomsky 1975 : 385-390 ; Lehn 1974).

dans des réseaux urbains qui se sont structurés de manière spontanée alors même que le pouvoir politique et militaire se condensait au sein des colonies agraires qui ont été l'objet d'une planification économique et spatiale originale (Weintraub et al. 1969).

Ainsi, durant la période mandataire, « l'image » de la ville est assujettie à un procès de méconnaissance-reconnaissance : absente de l'idéologie dominante, elle est au contraire un aspect décisif du façonnement de l'espace palestinien. Ce paradoxe s'éclaire si l'on considère que l'appropriation spatiale est politiquement déterminante pour matérialiser le projet du mouvement sioniste : la monopolisation de la terre en tant que moyen de production et base d'accumulation nationale. En effet, les différentes factions du mouvement sioniste jugeaient impératif la clôture du territoire et son homogénéisation ethnico-nationale. De fait, les rapports sociaux idéologiques (« l'idée du retour ») dominaient la constitution même du yishouv en dépit des divergences qui ne portaient que sur les *moyens politiques* et économiques pour atteindre un tel objectif. Ainsi les révisionnistes, le courant dit bourgeois, privilégiaient l'établissement d'un État juif exclusif sous l'hégémonie d'une milice armée qui en alliance avec l'impérialisme imposerait un régime colonial et organiserait l'évacuation massive des juifs européens. Dans cette perspective, le contrôle territorial est fondamentalement militaire : l'armée et l'État s'imbriquent étroitement et « produisent » un nouvel espace économique et politique, une société bourgeoise autoritaire, qui, pour l'idéologue du parti (Jabotinsky) est l'unique issue à la situation de classe de la petite bourgeoisie judéo-européenne. Quant aux sionistes-socialistes, conscients du rapport de forces local et international et de l'adhésion minoritaire des juifs au sionisme, ils préconisaient l'investissement stratégique de la campagne : la création d'enclaves autogérées et cloisonnées de la société autochtone afin de dessiner progressivement la configuration spatiale et démographique de la ligne frontalière du futur État.

Historiquement, c'est le courant pionnier qui cristallisera les formes spécifiques de la colonisation (Kibbutz, Moshav)³, les institutions socio-politiques et militaires (Histadrout et Haganah)⁴ qui lui assureront une dominance politique au sein du yishouv et de l'organisation sioniste mondiale (Shapira 1976). En effet, jusqu'au début du siècle, les plantations instaurées par les premiers immigrants sous la tutelle de l'administration du baron de Rothschild n'avaient pas de projet politique bien défini. Entreprises agraires et commerciales, elles furent fondées partiellement sur l'exploitation des paysans palestiniens selon un rapport de domination coloniale classique. Avec l'émergence du sionisme politique, c'est la terre et non le travail des autochtones qui constitue désormais la matrice du procès de colonisation. Pour ce faire, des institutions spécialisées dans l'achat des terres furent mises sur pied tandis que l'élite sioniste-socialiste fournira la main-d'œuvre essentielle à l'exploitation et à la défense du sol.

³ Le Kibboutz est une unité de production autogérée fondée sur la propriété collective des moyens de production et de consommation et sur la distribution égalitaire des services tandis que le Moshav est une coopérative de petits producteurs possédant un lot déterminé qu'ils exploitent privément. Les principes coopératifs ne définissent dans le cas du Moshav que les structures et réseaux d'achat et de distribution et régissent rarement la production sauf dans le cas de la coopérative communale. (Pour plus de détails, voir Weintraub et al., 1969).

⁴ La HISTADROUT - La confédération générale des travailleurs hébreux en Palestine - fut fondée en 1920 afin de défendre les conditions de travail des migrants et de promouvoir la mise sur pied d'entreprises économiques, sociales et culturelles. Elle constitua de fait l'appareil centralisé de la colonisation prolétarienne et intégra à ses fonctions de syndical celles d'un entrepreneur capitaliste. L'HAGANAH se substitua en 1921 aux unités para-militaires (HACHOMER) mises sur pied par les immigrants à des fins d'auto-défense. Elle fût l'embryon de l'armée israélienne.

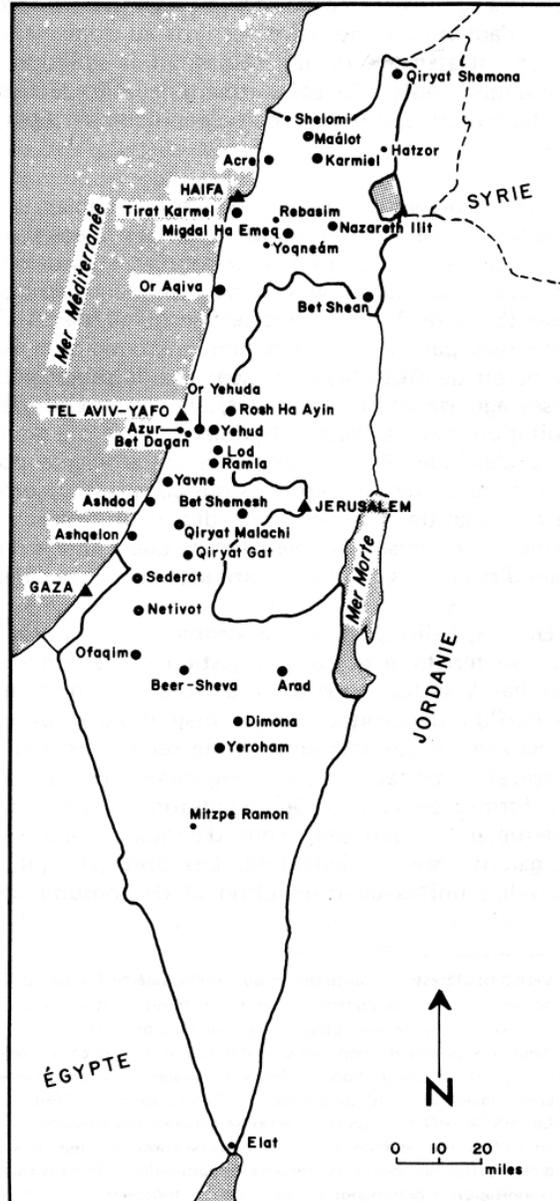
Carte 1

Distribution des villes de développement en Israël

[Retour à la table des matières](#)

DISTRIBUTION DES VILLES DE DÉVELOPPEMENT EN ISRAËL

- Jusqu'à 5,000 habitants
- 5,000–20,000 habitants
- Plus de 20,000 habitants



De fait, l'élite pionnière a assumé un rôle décisif dans le mode d'occupation du territoire et dans la gestion d'une économie de petite production marchande autocentrée dont la reproduction et l'expansion fut dépendante de l'afflux de capitaux et de main-d'œuvre extérieurs. La caractéristique principale de ces migrants fut le rejet conscient de leur appartenance de classe et la tentative de se « régénérer » par le travail agricole en imposant des formes collectives de colonisation (Diamond 1957), dont la fonction essentielle fut non seulement d'annuler l'espace antérieur mais également de garantir son inaliénabilité. Les principes qui sous-tendent dès lors les nouvelles unités de production et de consommation sont l'autosuffisance et l'auto-défense, c'est-à-dire la nécessaire reproduction des travailleurs sans avoir recours à l'utilisation de la main-d'œuvre palestinienne ni aux produits des structures villageoises environnantes. Ce qui est significatif cependant, c'est que le régime de propriété publique sur lequel reposait cette colonisation agraire était justifié idéologiquement et légalement par deux abstractions mystificatrices. En effet, la nationalisation du sol que prescrit le Fonds national juif est surinvestie par un argument théologique : « Les terres ne se vendront point à perpétuité, car le pays est à moi » (Lévitique : 21-23) ⁵. Or, la propriété de Dieu est illusoire comme l'est la tentative de constituer le peuple juif en société d'ac-

⁵ Il est intéressant de souligner comment s'opère ici un décentrement idéologique remarquable car dans l'ancien royaume d'Israël, le régime de propriété correspondait à un mode de production tributaire ou « sub-asiatique » (Geoltrain et Schmidt 1978). De fait, le propriétaire éminent du soi -Dieu - masque la place spécifique occupée par la classe-État dans le procès de circulation des terres (la possession coutumière des sols durant 49 ans, l'institution de l'année sabbatique), des biens (le principe du glanage et du grapillage) ainsi que dans l'organisation des travaux d'infrastructure et dans la protection militaire des communautés isolées... Mutatis mutandis et toutes proportions gardées, la bureaucratie social-démocrate sioniste interprète le temps et l'espace de la judéité et forge l'unité idéologique des agents en ayant recours à un mythe des origines mais surtout à la conscience d'une oppression qu'elle déplace en voulant créer un État ex-nihilo. Ce faisant, *elle se* substitue à une bourgeoisie « nationale » en coordonnant et en centralisant la propriété foncière et le capital *nécessaire* à la mise *sur* pied d'un État capitaliste.

tionnaires ayant un droit juridique sur les différentes parcelles du soi acquises par le Fonds. Qui plus est, les collectifs et coopératives sont des unités de gestion n'ayant aucun contrôle réel sur le procès de reproduction économique au sein du yishouv où l'investissement du capital étranger et celui des immigrants entrepreneurs a toujours surpassé le capital public (Oulitsour 1939 : 246-247) ⁶. Néanmoins, la collectivisation s'est avérée l'instrument primordial du mouvement ouvrier sioniste pour réaliser le double objectif de monopoliser la terre et d'éliminer la concurrence des travailleurs autochtones. Car la propriété collective permettait d'exclure l'accès des paysans palestiniens aux terres dont ils ont été dépossédés et de les refouler vers l'arrière pays suscitant ainsi non seulement leur marginalisation économique mais aussi leur résistance cyclique.

Concuremment à la nationalisation du sol et au boycott de la main-d'oeuvre palestinienne, le regroupement des unités de production dans un espace contigu délimitait une base politique et économique à partir de laquelle le yishouv établissait son autonomie institutionnelle (Kimmerling 1973). De fait, le mode de spatialisation des activités économiques et la concentration-dispersion des immigrants traduisent l'imbrication étroite entre le séparatisme ethnique et la revendication territoriale que sous-tend l'idéologie sioniste. C'est dans ce cadre qu'il faut saisir le refus de fonder ce système de colonisation sur la propriété privée de la terre qui aurait à court terme entraîné l'égalisation formelle des producteurs et l'aiguinement des luttes de classe ⁷. La sépa-

⁶ Les flux de capitaux extérieurs et les transferts unilatéraux ont été de l'ordre de 95 millions de livres palestiniennes (pour la période 1918-1937) dont 79% fut détenu par des individus et des *entreprises privées*. Il est important de noter que c'est le capital privé qui finance durant la période mandataire la mise sur pied de l'infrastructure socio-économique même si la fonction de direction politique est assurée par la *bureaucratie social-démocrate* qui structure et oriente le procès de colonisation. (Voir pour plus de détails, Yago 1976).

⁷ Le mouvement ouvrier sioniste s'opposera de manière farouche au « capital étranger, à l'entreprise privée et au sous-prolétariat palestinien » qui à des degrés divers mettaient en danger sa position d'aristocratie ouvrière nationaliste. Nul n'a mieux exprimé les tensions entre les blocs « ouvrier » et « bourgeois »

ration écologique et économique entre les secteurs juif et arabe constituait dans ce contexte une pénétration du capitalisme qui excluait une accumulation primitive du capital tout en fragmentant le marché du travail au sein duquel les immigrants juifs ont pu bénéficier d'un salaire direct et indirect élevé subventionné partiellement par l'agence juive (Elbaz 1979b ; Sussman 1974).

Toutefois, l'expansion du capitalisme durant les deux premières décennies demeura confinée au sein des collectifs et des plantations agricoles ainsi que dans les bourgades urbaines où sont localisées des manufactures spécialisées dans les produits de consommation courante. La période décisive de transformation socio-spatiale en Palestine intervint entre les deux guerres mondiales et ce grâce à la nature des flux migratoires et aux conditions géo-politiques au moyen-orient. En effet, la transplantation des juifs polonais et allemands expulsés des procès de production et de distribution avec la montée des régimes fascistes de Pilsudski et d'Hitler, consolida le yishouv tant démographiquement qu'économiquement ⁸. Cependant, en l'absence d'une politique économique cohérente, l'investissement du capital transféré par les immigrants se fit de manière anarchique selon les structures du marché où dominait une demande accrue et soudaine pour le loge-

concernant la perspective et l'orientation stratégique de la colonisation que Y. Tabenkin dans un article qu'il signait en 1920 et où il déclare de manière non équivoque que « le capital privé juif qui est investi maintenant au pays consolide indirectement les étrangers. C'est là que réside notre désaccord avec l'exécutif sioniste. Nous disons Eretz-Israël qui sera construite seulement par le capital privé ne sera pas juive non seulement à cause de l'exploitation qui lui est inhérente mais également du fait qu'elle bloque la rédemption du territoire et l'afflux d'immigrants juifs » (Traduction libre de l'hébreu).

⁸ De 1931 à 1936, la population juive doubla, passant de 174,406 résidents à 384,078. Ainsi le yishouv représentait en 1936, 28.6% de la population de la Palestine mandataire alors que cette proportion n'était que de 11.1% en 1922 (Gertz 1947 : 46-47). Par ailleurs les flux de capitaux furent de 118% supérieurs pour les années 1930-37 comparativement à celles de 1918-29. On peut sans ambiguïtés soutenir que ces changements démographiques et capitalistiques ont eu des répercussions décisives sur le rapport de forces entre immigrants et paysans palestiniens comme le démontre l'insurrection palestinienne de 1936-39.

ment. L'expansion de l'industrie du bâtiment, la spéculation immobilière et les travaux d'infrastructure ont entraîné durant cette période (1924-1934) une urbanisation rapide sur la plaine côtière ainsi qu'une polarisation sociale et spatiale au sein de la formation sociale palestinienne (Carmi et Rosenfeld 1971). Par ailleurs, la constitution d'un capital fixe immobilier limita la croissance de la production industrielle⁹. Le déséquilibre entre les dépenses courantes affectées à la consommation et celles canalisées à la production industrielle a depuis marqué la structure économique d'Israël, aiguissant la dépendance chronique des flux de capitaux extérieurs afin de réguler la reproduction sociale de la force de travail et l'unité idéologique des immigrants. Nous y reviendrons.

Il n'en demeure pas moins qu'une industrialisation par import-substitution et la socialisation des forces productives dans l'agriculture ont généré une activité dense au sein du yishouv, activité qui entraîna une différenciation de classe plus accentuée et la formation d'un sous-prolétariat palestinien migrant. En effet, la mécanisation rapide de l'agriculture, l'aliénation des terres et la spéculation fiduciaire ont accéléré l'éviction des paysans hors de leur moyen de production fondamental les forçant à se déployer sur l'ensemble du territoire à la recherche d'un emploi¹⁰. Cependant, l'intégration de ce surplus de population fut freinée par la désarticulation de l'économie palestinienne

⁹ Ainsi par exemple de 1932 à 1939, 46.6% de l'investissement fut orienté dans le secteur du bâtiment et des équipements collectifs tandis que seulement 15.9% le fut dans le secteur manufacturier (Klinov-Malul et Halevi 1968 : 16).

¹⁰ Après les émeutes de 1929, la commission d'enquête Shaw critiqua le principe ségrégationniste qui présidait à l'embauche des travailleurs au sein du secteur juif notamment à l'Histadrouth. Par ailleurs, le rapport Johnson-Crosbie estimait que moins du tiers des villages palestiniens étaient économiquement viables. En effet, l'endettement des paysans équivalait dans la majorité des cas à leur revenu moyen. Dans ces conditions, les marchands et les notables, la bourgeoisie locale palestinienne ont, en concentrant les terres ou en augmentant la rente, contribué à l'appauvrissement de la paysannerie. Cependant, malgré l'introduction de nouvelles techniques de production dans l'agriculture, le développement inégal entre les secteurs juif et arabe demeurait structurel (Weinstock 1973 : 57).

d'une part et la défense du travail juif de l'autre. La situation de classe de cette armée de réserve fut la cause majeure de la rébellion pacifique puis armée qui éclata en Palestine de 1936 à 1939 et qui fut initiée par la paysannerie puis soutenue par le sous-prolétariat urbain. Cette guerre paysanne canalisait en fait les revendications des classes populaires à l'encontre de l'administration coloniale britannique, du yishouv mais également des classes dominantes palestiniennes dont les intérêts de classe commandaient en dernière instance leur accord tacite à l'écrasement de la rébellion par les troupes britanniques. Durant cette période d'affrontement, le yishouv réaménagea ses plans de quadrillage du territoire en occupant des zones périphériques (la vallée de Beisan, par exemple) afin d'élargir l'espace frontalier (Orren 1978), tandis que la déstructuration des circuits économiques et commerciaux au sein du secteur arabe éliminait la concurrence du sous-prolétariat palestinien et assurait l'expansion semi-industrielle du secteur juif (Bauer 1966).

Cette stratégie des « faits accomplis » fut pensée par l'État major du yishouv dans le but de délimiter une ligne frontalière au moment où différentes commissions royales d'enquête, sous la pression des événements élaborent des plans de partition du territoire afin de résoudre le caractère explosif des rapports de domination intérieure. Le livre blanc de 1939 limite d'ailleurs les quotas d'immigrants et confine l'achat des terres à des zones où les juifs constituent déjà une force démographique reconnaissant ainsi de facto la réalité de la division ethnico-territoriale.

Durant la seconde guerre mondiale, l'utilisation de la Palestine comme base de ravitaillement des forces britanniques au moyen-orient favorisa l'essor de l'industrie locale et assura le plein emploi ¹¹. À l'is-

¹¹ La fermeture du marché de l'empire britannique créait de fait une situation de protectionnisme pour l'industrie palestinienne. L'expansion industrielle au sein du yishouv fut d'ailleurs fort significative puisque la part du secteur manufacturier dans le revenu national passa de 26% en 1936 à 41% en 1945 tandis que

sue de la guerre, les tentatives de la Grande-Bretagne de rétablir son monopole commercial en Palestine et d'y maintenir une base stratégique et militaire furent combattues par le yishouv qui déplaça son activité diplomatique aux États-Unis.

À la fin de la période mandataire, on pouvait clairement discerner un déséquilibre spatial et économique entre les secteurs juif et arabe, effet de la domination du mode de production capitaliste et du maintien-dissolution des formes de production précapitalistes au sein de la formation sociale palestinienne. Le secteur arabe garde les caractéristiques d'une formation sociale désarticulée au sein de laquelle la ville demeure tributaire de sa région dont elle ne constitue qu'une extension commerciale et le lieu de résidence de la petite bourgeoisie et des notables. La majorité de la population, soit 69% en 1944 est concentrée dans les structures villageoises en dépit de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture et du développement industriel qui caractérisent structurellement le yishouv dont la croissance urbaine fut extrêmement rapide. Par ailleurs, l'expansion urbaine dans le secteur juif est polarisée autour de deux villes portuaires, Tel-Aviv et Haïfa, qui constituent la zone de commandement industriel tandis que les coopératives et collectifs de production ont pu s'organiser sur une base élargie et fonder des réseaux d'achat et de distribution relativement indépendants. On décèle néanmoins dès cette époque tant au sein des principales villes que dans les zones semi-urbaines une structure résidentielle ségréguée et la formation de quartiers de sous-prolétaires peuplés majoritairement d'orientaux ou d'arabes palestiniens (Carmi et Rosenfeld 1979 : 52).

En résumé, les formes collectives d'appropriation et de consommation de l'espace introduites par le courant sioniste-socialiste ont permis de contrecarrer la généralisation des rapports de production capitalistes à l'ensemble de la formation sociale palestinienne et de légitimer

celle du secteur arabe déclinait (13.6% vs 10.8%) (Klinov-Malul et Halevi, cités dans Trabulsi 1969 : 65).

l'adéquation d'un ensemble ethnique extra-territorial à « son sol ». De fait, l'investissement stratégique de la campagne a entraîné la consolidation d'une société autonome hébraïque qui affronta l'administration britannique après la seconde guerre mondiale. C'est ce nouveau rapport de forces que traduit la décision du partage de la Palestine par les Nations-Unies en 1947, décision qui établit les bases juridico-politiques d'un État juif indépendant. Cependant, la constitution d'un espace homogène et continu et consubstantiellement la suppression de l'obstacle foncier (la possession coutumière des usagers du sol) ne furent rendus possibles que dans le sillage de la guerre israélo-arabe de 1948 qui se solda par la fuite-expulsion de la majorité du peuple palestinien ¹². Néanmoins, la destruction de la formation sociale palestinienne opéra un déplacement du conflit au niveau régional et de ce fait le nouvel espace israélien demeure un terrain contesté que l'État va impérativement quadriller et aménager en déployant les flux migratoires dans les régions périphériques et frontalières. Par ailleurs, l'intervention de l'État dans la division territoriale du travail est un procès complexe où se conjuguent d'une part des principes d'encadrement militaire et d'autre part les contradictions spécifiques d'un capitalisme semi-périphérique.

Sociologues et urbanistes ont certes décrit les politiques urbaines et régionales en distinguant deux phases de localisation de la force de travail migrante mais ont rarement relié ces étapes de colonisation intérieure du territoire à l'évolution des rapports sociaux de classe en Israël. Pour notre part, nous distinguons d'une part, l'intervention juridique de l'État sur les rapports de propriété et d'autre part l'intervention sur les rapports sociaux de production. Décrypter la portée et les effets de ces interventions sur la distribution des agents dans l'espace et au sein des rapports de production reviendrait en fait à analyser les politiques urbaines et économiques de l'État israélien durant la période

¹² On conçoit mal d'ailleurs comment sans le recours à la violence les options territorialistes et populationnistes du mouvement sioniste auraient pu se matérialiser.

1948-1978. À des fins d'exposition, nous brosserons une esquisse générale de ce procès puis dégagerons la structure ethnique et industrielle des régions et villes périphériques.

Aménagement étatisé du territoire et processus d'urbanisation

[Retour à la table des matières](#)

La clôture du territoire israélien s'est fondée d'abord sur l'annulation juridique de l'espace antérieur possédé par les réfugiés palestiniens. En effet, l'imposition de la loi et d'arrêtés d'exception ont à des degrés divers justifié la déterritorialisation des palestiniens ainsi que la confiscation sans compensation de la propriété foncière, commerciale et immobilière dont la valeur est estimée à 3 milliards de dollars en 1948, capital qui a joué un rôle important dans l'expansion économique d'Israël durant la première décennie et assuré l'intégration partielle des immigrants (Sayigh 1978 : 711) ¹³.

Par ailleurs, l'intervention juridique sur les rapports de propriété a également affecté les paysans et bédouins palestino-israéliens dont une partie des terres fut saisie afin de concentrer la propriété foncière et d'en réguler l'usage selon les intérêts économiques et les prémisses idéologiques du bloc au pouvoir (Geries 1969, Kislev 1976, Lustick 1976) ¹⁴. La dépossession brutale ou légale de la paysannerie palesti-

¹³ Sayigh souligne que la valeur capitalisée de la propriété immobilière et commerciale confisquée peut être évaluée en 1976 à 11.2 milliards de dollars. On peut consulter à ce sujet les travaux historiques qui décrivent les mécanismes juridiques et les pressions politico-militaires dont s'est servi l'État afin de justifier le statut des réfugiés (Gabbay 1959 ; Peretz 1958 ; Ruedy 1971 : 134-138). Peretz note par ailleurs que la « propriété abandonnée fut l'une des principales contributions à l'émergence d'un État israélien viable » (p. 143).

¹⁴ Je ne traiterai pas en détail de la position socio-spatiale des arabes israéliens dans la mesure où ils sont virtuellement exclus de l'aide des agences gouvernementales en matière d'équipements collectifs... On peut même avancer la

nienne a néanmoins résulté dans le transfert d'un patrimoine foncier considérable à l'État qui en coordonne les usages collectifs et privatifs en association avec le Fonds national juif. Ainsi donc, l'espace du droit consacre l'expulsion définitive des réfugiés de leur moyen de production fondamental et régit le contrôle socio-économique des autochtones, niant de ce fait même le caractère binational de la société israélienne pour n'y reconnaître que le lieu d'inclusion-rassemblement permanent des immigrants juifs d'origines diverses (Elbaz 1979c). C'est en partant de cette dialectique d'inclusion-exclusion que l'on peut saisir les principes de localisation et de quadrillage du territoire qui sont à la base de l'aménagement et de l'essor urbain dans les régions peuplées d'arabes palestiniens. En effet, le contrôle public de la propriété foncière a permis à l'État d'user et de disposer des parcelles du sol et d'agir directement sur la division territoriale du travail. L'intervention étatique s'est avérée d'autant plus décisive que dans l'immédiat après-guerre la population juive d'Israël décupla grâce à l'afflux d'une masse d'immigrants et de réfugiés n'ayant dans leur grande majorité que leur force de travail à vendre. Qui plus est, la congestion urbaine sur la plaine côtière, la pénurie de produits agraires causée par la fermeture des zones d'approvisionnement limitrophes, la contraction du marché de l'emploi et la demande soudaine de logements constituent autant de facteurs qui ont forcé l'appareil d'État à coordonner la programmation des équipements publics, la socialisation des moyens de consommation collectifs ainsi que l'organisation des grands travaux d'infrastructure afin d'assurer l'intégration et la dissémination des flux migratoires sur l'ensemble du territoire. Seul l'État pouvait dans cette conjoncture de crise économique aiguë financer les faux frais de la

thèse que le développement capitaliste en Israël les confine dans des zones précises d'où ils se déploient quotidiennement à la recherche d'un emploi. En ce sens, on peut considérer qu'ils forment un sous-prolétariat migrant (Zureik 1976) et ce d'autant plus que l'aménagement socio-spatial des sous-districts régionaux du Nord et du Sud s'est réalisé clairement à l'encontre des droits territoriaux de la minorité autochtone. C'est pourquoi la ségrégation spatiale et la marginalisation économique des Palestiniens sont structurels à l'État israélien. Nous en débattons plus loin.

production et de la circulation liés au développement exponentiel des infrastructures socio-culturelles et économiques, tâches que la bourgeoisie locale confinée dans des secteurs archaïques de la production industrielle et subordonnée sur le marché mondial ne pouvait assumer.

Néanmoins, les politiques urbaines et régionales de l'État que nous analyserons de manière détaillée plus bas ont exigé l'importation massive de capitaux extérieurs pour supporter l'expansion démographique de la société israélienne. Cette dépendance financière a été toutefois atténuée par le soutien permanent des institutions transnationales du sionisme, le transfert des réparations allemandes ainsi que les emprunts sur le marché bancaire international ¹⁵. Il n'en demeure pas moins que la concentration et la centralisation du capital par l'État, qui est juridiquement la plus importante au sein des sociétés capitalistes à l'exception de celles « collectivistes » d'État, aura pour effet de marquer plus fortement qu'ailleurs la distribution des agents dans l'espace du capital et du travail (Klinov-Malul et Halevi 1968 : 31). En effet, l'appareil d'État gère et contrôle la redistribution des flux budgétaires, la quasi-totalité de la propriété foncière (92,6% des terres), les sources d'énergie et les ressources du sous-sol. Il agit, en outre, en tant que maître d'oeuvre principal sur l'aménagement du territoire et planifie la localisation de la main-d'œuvre immigrante et des moyens de production. Enfin, il détermine largement tant les conditions de valorisation du capital que celles de la reproduction de la force de travail. Toute-

¹⁵ L'importation de capitaux extérieurs fut décisive à la mise en place des réseaux urbains dans leur globalité, c'est-à-dire l'unification-productivisation du territoire. Ainsi de 1948 à 1977, le transfert de capitaux étrangers fut de l'ordre de 31.5 milliards de dollars (Maariv, 1-7-1977), « aide » considérable puisqu'elle a constitué la source première sinon unique de l'investissement productif (soit de 25 à 30% du P.I.B. annuellement tandis que l'épargne domestique est tendanciellement faible, nulle ou négative) (Aharoni 1976). Cette aide économique idéologiquement légitimée (puisque de 1948 à 1965, 58,5% des capitaux furent fournis par les communautés juives de la diaspora) fut pour une faible part, une pénétration directe du capital étranger au sein de l'économie israélienne et pour sa majeure partie le fondement matériel et politique d'une bourgeoisie d'État.

fois, ces fonctions économiques de l'État qui caractérisent les sociétés capitalistes dites « avancées » sont dans le cas d'Israël sous-tendues par deux tendances complémentaires et contradictoires, d'une part la nécessité de gérer les moyens de consommation collectifs qu'implique une politique d'immigration théoriquement illimitée et d'autre part l'exigence de soutenir la bourgeoisie locale sur le marché mondial. Cette fonction duelle de l'État fut par ailleurs modelée par la situation de tension politico-militaire permanente qui limite une expansion économique régionale, alourdit les dépenses courantes, largement improductives, affectées au contrôle territorial et débouche sur une crise fiscale structurelle qui n'est résorbée tendanciellement que sous la soumission relative, économique et politique, à l'impérialisme américain. Il n'est pas possible de situer dans les limites de cet article les différents aspects, politiques et idéologiques, qui fondent et orientent les stratégies de développement économique depuis 1948. Néanmoins, ce qui nous semble significatif dans l'étude du déploiement du capitalisme en Israël, c'est le déséquilibre constant entre les dépenses affectées aux industries d'équipement domestique comparativement à celles reliées au secteur des biens de production. De fait, durant la période 1948-1965, l'expansion économique fut centrée sur l'organisation matérielle de l'espace tandis que l'équilibre relatif entre les flux de capitaux et de main-d'oeuvre extérieurs alimentait ce procès de développement. Cependant, l'investissement massif dans l'aménagement du territoire (soit environ 70% de la totalité du capital investi durant les années 1948-1965 : *Statistical Abstract of Israel 1971* : Table F/11) ne pouvait assurer à long terme une reproduction élargie du capital. Ainsi, en 1965, le fléchissement des capitaux importés et le ralentissement de l'immigration provoquèrent une récession majeure à cause de l'exiguïté du marché et des caractéristiques de l'industrie israélienne qui sont celles des formations sociales semi-périphériques (import-substitution, faible composition organique du capital au sein des unités de production).

C'est sous l'effet de la militarisation de l'économie après la guerre de 1967 que la crise fut dépassée sans par ailleurs modifier structurel-

lement la dépendance économique, commerciale et financière de l'État Israélien, et ce en dépit de la monopolisation de plusieurs branches (pétrochimie et matériel militaire) et d'une activité soutenue de l'industrie du bâtiment. Ainsi, en 1973 la stagflation de l'économie révèle des traits similaires à celle de 1965 : une dette extérieure considérable et une diminution radicale de l'investissement productif (Karni 1979). Ces précisions sommaires s'imposaient afin de délimiter les contraintes structurelles et conjoncturelles qui affectent avec plus d'acuité les zones périphériques et frontalières où sont localisées des implantations agraires et semi-urbaines qui ont été l'objet principal de la planification territoriale depuis 1948.

Restructuration spatiale et colonisation intérieure du territoire

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'immédiat après guerre, 77.5% de la population juive était concentrée sur une superficie de 11.1% du territoire tandis que sous la pression de l'immigration de masse, la congestion des zones métropolitaines fut accentuée ¹⁶ (Spiegel 1967 : 2-3). Par ailleurs, en dépit de l'utilisation du cadre bâti antérieur des villes palestiniennes et la constitution de camps de transit, la crise du logement et de l'emploi affecta une proposition notable des migrants, qui, n'ayant que leur force de travail à vendre furent d'emblée dépendants des bureaux de placement et d'aide sociale de l'appareil d'État. Dans ce contexte, un schéma directeur de planification spatiale et des plans prospectifs furent élaborés au sein des différents ministères afin de distribuer la population immigrante sur l'ensemble du territoire (Brutzkus 1964). Le modèle de localisation choisi par les planificateurs se fondait sur les principes mis en avant par la théorie de la place centrale. Plusieurs objectifs furent dès lors énoncés dans le plan de réorganisation spatiale :

¹⁶ De 1948 à 1951, 687,739 immigrants s'installèrent en Israël tandis que la population juive n'était que de 649,600 en 1948 (Bachi 1975 : 138-139).

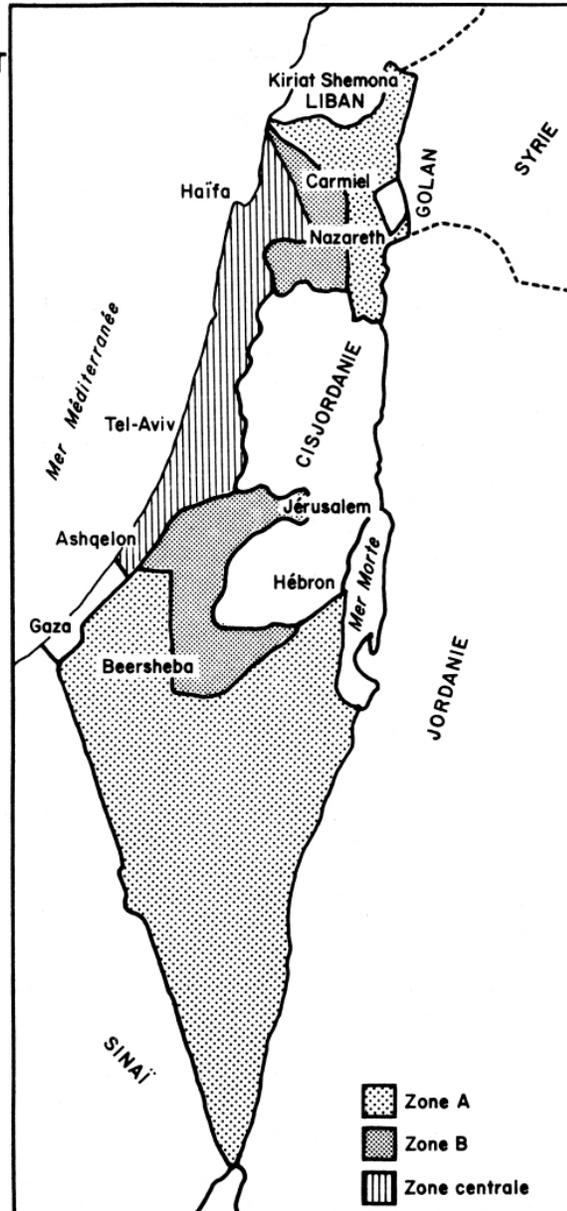
CARTE 2

*Les zones de développement en Israël.
Selon la Loi d'Aide à l'investissement, 1957.*

[Retour à la table des matières](#)

LES ZONES DE DÉVELOPPEMENT EN ISRAËL

Selon la Loi d'Aide
à l'investissement, 1957



1. Ouvrir l'arrière-pays à la colonisation agraire et à l'exploitation des ressources naturelles locales et ce faisant fixer la population immigrante dans des régions sous-peuplées de juifs israéliens ¹⁷.
2. Laminer la structure polaire qui avait caractérisé l'expansion urbaine au sein du Yishouv en limitant par des mesures incitatives ou/et coercitives l'accès à la conurbation de Tel-Aviv et en orientant les flux migratoires dans des villes nouvelles.
3. Implanter un continuum rural-urbain hiérarchisé et fonctionnel dans les zones périphériques et frontalières.
4. Surveiller les marges du territoire en le cloisonnant de manière rigoureuse.

C'est principalement ce dernier objectif qui justifia, selon nous, l'imposition du modèle systémique de l'espace ¹⁸ malgré l'exiguïté du marché israélien et par conséquent de la difficulté d'y réaliser des économies d'agglomération. En effet, ce schéma directeur de répartition territoriale correspondait aux choix stratégiques de l'État major israélien dont le maître à penser fut Ben-Gourion. En stratège avisé, il sou-

¹⁷ Les sous-districts régionaux du Nord et du Sud n'étaient habités respectivement en 1948 que par 7.6% et 0.9% de juifs en comparaison avec 58.1% et 11.7% d'arabes palestiniens. Ce « déséquilibre » démographique est à la base des politiques de « judaïsation » de ces régions.

¹⁸ Plusieurs traités théoriques s'emploient à décrire le caractère rationnel du découpage socio-spatial prôné par Christaller et appliqué de manière technocratique dans différentes sociétés dont Israël (Johnson : 296-309). Mellor (1977) soutient avec justesse que la théorie de la place centrale condense dans sa formulation même l'inégale croissance des forces productives dans l'espace (voir également Lipietz 1977 :117-125). Enfin, bien que la désurbanisation en Union-Soviétique et dans les démocraties populaires ne s'est pas appuyée explicitement sur ce modèle, la division territoriale inégale du travail rapportée par plusieurs recherches (Andrusz 1979, Sawers 1978) démontre l'échec des tentatives administratives visant à limiter d'une part la croissance des grandes villes et d'autre part celle des implantations industrielles au centre.

lignera très tôt que le façonnement socio-spatial relève d'abord du contrôle territorial et de son prolongement majeur ; la guerre : « Nos conquêtes territoriales et rédemptions ne seront pas assurées si nous ne réussissons pas à ériger une grande chaîne compacte d'implantations, spécialement celles de soldats, sur les frontières, dans le Negev, sur la côte, dans le corridor de Jérusalem, autour de Safed et dans toutes les régions d'importance stratégique » (cité dans Peretz 1958 : 156).

La réalisation du plan, fidèle à l'argumentation de l'auteur, s'est appuyée sur deux séries de mesures, d'une part la fixation sélective de migrants dans des coopératives agricoles et d'autre part la construction de villes nouvelles. Le peuplement de ces agglomérations nécessita la mise en place d'un dispositif de surveillance dont l'objectif fut de canaliser les migrants du « bateau à la zone de développement » (Cohen 1970b : 596). Cependant, l'ancrage au sol des migrants fut essentiellement déterminé par la gestion du patrimoine foncier par l'État qui décentra la fonction d'habitation à la périphérie en subventionnant massivement la construction de logements publics.

En effet, la pénurie de logements dans les grandes villes où la rente urbaine est élevée et la propriété foncière publique très limitée (à l'exception de Jérusalem) força les immigrants dépourvus d'un capital économique ou de qualifications professionnelles en forte demande au centre du pays à dépendre directement des institutions étatiques (Szeskin 1977). Toutefois, il faut distinguer deux moments dans ce processus de dispersion-fixation de la population immigrante. Durant la première phase de colonisation intérieure du territoire, l'absorption des surplus de population fut fondée sur la mise en valeur agricole des zones semi-arides et montagneuses où furent localisées 214 coopératives de petits producteurs marchands. En réalité, le cloisonnement spatial que sous-tend l'investissement de la campagne rejoint le processus de territorialisation privilégié durant la période mandataire mais entraîne d'une part la sédentarisation des bédouins et d'autre part la ruralisation forcée des migrants dont la trajectoire professionnelle

fut rarement jusqu'ici la culture de la terre. Néanmoins, l'essaimage des coopératives offrait un terrain de spatialisation d'activités agricoles spécialisées dont certaines, le coton et la betterave sucrière pouvaient être l'objet d'un procès de transformation industriel au sein d'agrovilles. Mais dans l'ensemble, la diversification de la production agricole fut largement imposée par des agences du ministère de l'agriculture qui, de concert avec l'armée conjuguèrent leurs efforts afin d'encadrer politiquement et économiquement les migrants. Pionniers malgré eux, ces derniers furent durant de longues périodes insérés dans un marché de travail irrégulier, tantôt dans les champs et tantôt sur les routes et les chantiers de construction afin de suppléer aux faibles revenus qu'ils retirent de l'exploitation de cultures saisonnières. Dans ce contexte de sous-emploi, l'immobilité spatiale des immigrants, politiquement décisive pour l'appareil d'État, fut renforcée par le nombre de dépendants élevé au sein des familles orientales, le coût du logement au centre du pays et l'octroi des primes d'assistance sociale dont la fonction est de réduire sinon de juguler les tensions sociales générées par la marginalisation économique. En dépit de ces mesures et contraintes, la dépopulation partielle des coopératives fut accélérée sous l'effet de la mécanisation rapide des grandes exploitations créées au début du siècle et des conditions écologiques de la périphérie (70% du territoire israélien étant semi-désertique et les sources d'irrigation limitées). De plus, la création d'agrovilles en tant que centres dispensateurs de services à l'arrière-pensée rural s'avéra dans la majorité des cas un échec (à l'exception de Kiryat Gat) car les coopératives et collectifs de production disposaient de leurs propres structures centralisées de distribution et ne purent de fait qu'utiliser sur une base saisonnière les résidents des nouvelles villes comme force de travail d'appoint (Handelman et al., 1978). Enfin l'inégal développement des forces productives dans l'agriculture entre les implantations de vétérans (peuplées majoritairement d'occidentaux) et celles des nouveaux immigrants (77,5% d'orientaux), traduit de fait une polarisation économique et spatiale dont la dimension ethnique tend à occulter dans plusieurs travaux (Weller 1974, Nachmias 1979) le procès de soumission réelle des migrants orientaux au capital qui est contrôlé

par l'État israélien qui fixe à travers son département de la colonisation les conditions de valorisation des parcelles allouées aux paysans exploitants (Elbaz 1979a : 216-220).

La phase subséquente d'exurbanisation ne se singularisa de la précédente que par la concentration relative des immigrants (10,000 à 15,000 selon les lieux et la disponibilité de logements publics) au sein de noyaux urbains dont la configuration spatiale s'inspire à la fois de la « cité-jardin » d'Howard et du micro-rayon soviétique. Conçues comme pôles de développement régionaux, les villes nouvelles furent érigées progressivement sur l'emplacement des villes palestiniennes ou en tant qu'extension des camps de transit tandis que d'autres furent plantées à proximité des voies d'eau (Ashdod, Eilat, voir carte 1) ou des gisements miniers (Arad) dès qu'ils s'avéra que le potentiel agricole de la périphérie ne pouvait à lui seul assurer la reproduction sociale des travailleurs. Ainsi, l'hypothèse majeure des désurbanistes qui consistait à créer un continuum rural-urbain équilibré et fonctionnel fut invalidée et ce d'autant plus que les collectifs de production étaient réfractaires sinon hostiles durant la première décennie (1948-1958) à l'emploi d'une main-d'oeuvre salariée.

Coupées de leur environnement immédiat, dépourvues d'une infrastructure industrielle diversifiée les villes de « développement » devinrent très tôt le foyer d'une masse de travailleurs déclassés si l'on considère que le taux de chômage moyen fut de l'ordre de 25 à 30% durant les années 1954-1959 comparativement à la moyenne nationale de 4% (Bank of Israël 1964 : Handelman et al., 1978 ; Lichfield 1971 : 62).

Le sous-emploi structurel, effet du processus d'urbanisation sans industrialisation concomitante, entraîna une migration centripète de travailleurs dont le « capital » culturel (maîtrise de la langue hébraïque, qualifications professionnelles) et la structure familiale permettaient d'échapper à la main mise des agents de l'État dans le domaine du logement et de l'emploi (Kirschenbaum et al., 1973 ; Matras 1973).

Par ailleurs, le fait que ces migrants furent majoritairement occidentaux (Ash 1974 : 393) indique la corrélation étroite entre le produit logement et la taille de la famille comme facteurs agissant sur la mobilité spatiale car la famille moyenne d'occidentaux a un nombre de dépendants inférieur de moitié à celui des orientaux (2.8 vs 5.6). Moins probant est le niveau de scolarisation (7.6 vs 6.2) afin d'expliquer cette migration sélective qui exige que l'on tienne compte de variables difficilement vérifiables (réseaux familiaux, octroi de réparations allemandes à des familles d'occidentaux à partir de 1954). Par contre, la ségrégation ethnico-spatiale qui en résulta fut également tributaire de la politique de dispersion étatique qui orienta une plus grande proportion d'orientaux à la périphérie (Spiegel 1967 : 30 ; Sbirski et al., 1978 : 33). Nous avons montré ailleurs (Elbaz 1979a) que la distribution spatiale différentiative ne fut pas accidentelle mais bien déterminée par des choix politiques du bloc au pouvoir. Ainsi en 1957, l'octroi de logements spacieux au sein des grandes villes à des immigrants européens fut directement perçu comme discriminatoire par les sous-prolétaires orientaux qui s'organisèrent sur une base ethnique au sein des bidonvilles qui ceinturent Tel-Aviv et Haïfa (Wadi-Salib) et des villes de « développement » (Migdal Haemek). C'est sous la pression de ces mouvements sociaux urbains que l'appareil d'État va lancer un programme d'industrialisation régionale, qui à l'instar des coopératives ne réduira pas le développement inégal mais assurera la reproduction à sa place d'une armée de réserve industrielle comme nous le verrons plus bas. Auparavant, il est nécessaire de souligner que la redistribution spatiale de la population par le biais de l'immigration bien qu'elle ne coïncida pas avec les plans prospectifs des ministères du logement et du travail, résulta néanmoins dans la formation de 34 nouvelles villes (voir carte 1) qui abritent en 1974, 538,000 résidents soit 18,2% de la population israélienne. La dispersion de la population a permis de limiter la croissance relative des conurbations de Tel-Aviv et de Haïfa si l'on considère l'expansion démographique et urbaine extrêmement rapide en Israël depuis 1948 comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 1
Évolution de la population juive en Israël selon les localités

[Retour à la table des matières](#)

	1948	1952	1955	1965	1975
Population totale(en milliers)	716,7	1,450,2	1,590,5	2,299,1	2,959,4
% urbain	86.2	84.2	85.3	90.1	90.4
Conurbations de Tel-Aviv et Haïfa	63.8	55.0	55.1	53.2	51.3
Villes de développement	0.1	6.9	8.5	16.6	18.2

Source : Bachi 1975 : 331.

Plusieurs auteurs considèrent que cette désurbanisation planifiée fut une expérience urbanistique réussie (Johnson 1970 :309, Shachar 1974). Or la question principale n'est pas tant de mesurer l'adéquation entre le plan initial et sa réalisation que d'expliquer le fait que les travailleurs furent d'emblée prisonniers, d'un espace qui leur fut imposé. Cette conclusion ressort pourtant de plusieurs recherches empiriques de stratification ethnique et de ségrégation écologique (Spilerman et al. 1976) ¹⁹.

En effet, la concentration du groupe oriental à la périphérie est significative comme le démontre le tableau 2 :

¹⁹ Les auteurs soulignent que la spécialisation industrielle des villes nouvelles a affecté l'itinéraire professionnel des immigrants orientaux.

Tableau 2
*Distribution écologique par groupe ethnique
selon les localités, 1972 (en pourcentages)*

[Retour à la table des matières](#)

<i>origine ethnique</i>	<i>Asie - Afrique</i>	<i>Europe - Amérique</i>
<i>Localité</i>		
Israël	51.8	48.2
Tel-Aviv	44.2	55.8
Haïfa	33.8	66.2
Villes de développement	74.8	25.3

Source : Bachi 1975 : 332.

Néanmoins, l'explication de ce phénomène est tantôt attribuée aux capacités individuelles des travailleurs (« The weaker stay and the stronger gone », Handelman et al. 1978 : 93) tantôt à l'inadéquation du « modèle étranger » de la place centrale dans le cas d'Israël (Cohen 1970a : 56). Pour ces deux auteurs, tout se passe comme si la ségrégation ethnico-spatiale, la distribution inégale des équipements sociaux pouvaient être séparés des rapports sociaux de classe en Israël. Ainsi, selon eux, l'affirmation d'une idéologie urbanistique « pionnière » à partir des années 1960 montre que contrairement aux villes d'immigrants, les nouvelles villes (Arad, Carmiel, Nazareth-Ilit) sont à l'instar des kibboutz durant la période mandataire, une réalisation sociale et économique singulière. Or, cette conclusion occulte le contexte particulier dans lequel ces implantations furent créées. En effet, ces villes furent fondées sur des terres arabes expropriées tant au Negev qu'en Galilée dans le but explicite d'affirmer la souveraineté territoriale sur des régions, qui, en dépit de la politique de dispersion des immigrants demeuraient majoritairement peuplées d'arabes palestiniens ²⁰. Toute-

²⁰ L'urgence d'affirmer une présence dans ces régions est exprimée souvent tant par le gouvernement que la presse : « La Galilée, nôtre ? sur la carte peut-être.

fois, afin d'inciter la petite bourgeoisie israélienne et les immigrants, majoritairement occidentaux, de s'y fixer, le gouvernement alloua des sommes considérables à la construction de logements et à la mise en place d'une structure industrielle relativement diversifiée qui puisse intégrer des travailleurs spécialisés, des cadres, des ingénieurs. Enfin, le recrutement des résidents fut sélectif et exclua les arabes palestiniens et dans une moindre mesure les orientaux, qui pouvaient certes être utilisés comme travailleurs migrants ²¹.

La reviviscence de l'idéologie pionnière a servi dans ce cas de base d'appui à une distribution inégale du produit logement au sein même de la périphérie, processus qui caractérisait jusque-là les grands centres urbains (Klaff 1973). Cette différenciation ethno-spatiale est, selon nous, l'effet induit des politiques de développement régional qui exigent à elles seules une présentation empirique détaillée qui dépasse les limites de cet article. J'indiquerais cependant quelques aspects importants du problème.

En réalité au niveau territorial, les données sont radicalement différentes et nous devons être tenus responsables, car le problème de la Galilée est un problème juif. En réalité, y vivent 120,000 arabes et 10,000 juifs, soit 8% seulement » (Y. Ben Porath ; Yediot Aharonot 28-12-1963).

²¹ Dans le cas de Nazareth-Ilit, nouvelle ville qui « surplombe » la ville arabe, Handelman et al. (1978 :103) notent que le gouvernement s'opposa à la fixation des juifs originaires des pays arabes craignant que ces derniers ne puissent coexister avec leurs voisins arabes. Conclusion singulière car dans les villes judéo-arabes en Israël, (Acco-Haïfa) il y a une proximité spatiale des deux groupes à cause de leur situation de classe. Dans le cas d'Arad par ailleurs, la sélection des citoyens de la nouvelle ville fut fondée sur un ensemble de critères : le passé criminel et civil des travailleurs, leurs qualifications professionnelles, la taille de la famille (1 couple et 2 enfants comme maximum) (Aronoff 1974). Ces critères furent d'emblée discriminants pour les orientaux dont la structure familiale et la trajectoire professionnelle ne correspondaient pas aux objectifs des planificateurs qui recherchaient une main-d'œuvre spécialisée et composée de préférence de vétérans.

Déconcentration industrielle et développement inégal régional

[Retour à la table des matières](#)

Le développement industriel de la périphérie fut dès 1950 un objectif du gouvernement qui promulgua la « loi d'aide à l'investissement ». Cette loi fut amendée à plusieurs reprises (1954, 1967) afin de spécifier les conditions d'octroi des primes à la décentralisation ainsi que les régions et branches privilégiées. Les crédits publics considérables alloués aux entreprises « approuvées » par l'État varient cependant selon une hiérarchie de priorités qui se reflètent dans le découpage du territoire en trois zones ²². La première, la zone A, inclut les sous-districts frontaliers du Nord et du Sud tandis que la seconde, la zone B, les régions périphériques mais adjacentes au centre (l'axe Tel-Aviv-Haïfa) qui constitue la zone C, non-prioritaire théoriquement ²³ (voir carte 2).

Fait significatif, cette loi ne s'applique qu'à des espaces habités par des juifs israéliens malgré que les villes et villages arabes soient concentrés dans les zones de développement prioritaires. En effet la « frontière » qui sépare la ville arabe de Nazareth de sa contrepartie juive inclut cette dernière dans la zone B et la première dans la zone

²² Ces crédits sous forme de prêts et de subventions peuvent totaliser jusqu'à 80% de l'ensemble de l'investissement productif selon la localisation territoriale, la branche industrielle et la part de la production exportée. De plus, la rente urbaine sur les locaux construits par l'État est très faible (2,5% de la valeur nominale non-indexée), les taux d'intérêt bancaire subventionnés à 25% du prix de marché. Enfin, l'État verse une fraction importante du salaire des travailleurs durant la première année d'exploitation de l'entreprise qui est imposée à un taux extrêmement réduit durant les cinq premières années.

²³ En effet, l'ensemble des entreprises « approuvées » par l'État bénéficient indépendamment de leur localisation de subventions à l'exportation qui totalisent annuellement des millions de \$ ainsi que des dégrèvements fiscaux sur les moyens de production et les profits.

C. Le caractère discriminatoire de cette loi traduit bien les objectifs politiques du bloc au pouvoir que nous avons noté antérieurement. Néanmoins la division ethnico-nationale de la classe ouvrière qu'elle promeut n'affecte que tendancielle et non structurellement la situation des sous-prolétaires qu'ils soient juifs ou arabes car ce qu'elle vise c'est l'immobilité spatiale des immigrants et la migration tournoyante des arabes palestiniens et dans les deux cas la soumission des travailleurs au capital.

De fait, jusqu'en 1957 la planification territoriale de la périphérie fut axée sur l'expansion de l'agriculture et des moyens de communication, la concentration-prolétarisation des migrants qui offrent un marché aux produits de consommation courante des petites unités de production de la région métropolitaine de Tel-Aviv.

La déconcentration industrielle à partir de 1958 fut liée à l'exploitation des ressources naturelles locales par des entreprises étatiques et syndicales ainsi que sur la localisation de grandes manufactures qui pouvaient contrecarrer les déséconomies d'échelle en combinant l'aide directe de l'État et des bas salaires (Berler 1970 : 115 ; Sbirski et al. 1978 : 46).

L'État a cependant favorisé l'implantation de grandes entreprises à faible capitalisation mais qui exigent une main-d'œuvre abondante et peu qualifiée induisant ainsi d'une part la constitution de villes mono-industrielles et dépendantes du centre et d'autre part la monopolisation financière et industrielle de plusieurs branches (Aharoni 1976). Jusqu'en 1965, le surplus de population fut employé alternativement dans la construction, l'exploitation des ressources minières et dans des industries légères « neutres » par rapport à leur environnement immédiat (Textiles, produits alimentaires, bois, cuir...). Dans la majorité des villes, une telle spécialisation industrielle entraîna la concentration des travailleurs dans une ou deux entreprises. Ainsi à Dimona, 96% des ouvriers d'industrie (soit 50% de la main-d'œuvre active) sont cantonnés dans deux manufactures du textile. À Yeruham, 92% de la main-

d'œuvre industrielle est employée à la transformation des produits minéraux et chimiques. Ashqelon se spécialise dans l'industrie agro-alimentaire (46% de l'emploi industriel) tandis que Kiryat-Shmona dans celle du textile (71% de l'emploi industriel) (Lichfield cité par Spilerman et al. : 794). Ces données indiquent la faible diversification de la structure de l'emploi si l'on considère le taux considérable du secteur tertiaire au centre du pays : 49% contre 22% à la périphérie. L'inverse est également significatif, 78% des travailleurs des « villes de développement » sont classés dans la catégorie de « cols bleus » contre 51% dans les grandes villes. De plus, les cadres et les ingénieurs, les travailleurs sociaux et les professeurs viennent de l'extérieur, n'habitent pas dans les villes d'immigrants et dans le cas contraire résident dans des quartiers distincts. Les distinctions de classe entre cette couche et les ouvriers sont doublées d'une dimension ethnique car les travailleurs sont majoritairement d'origine orientale tandis que les cadres et les propriétaires de capitaux sont majoritairement occidentaux. Cette division ethnique du travail et du capital, véritable microcosme des rapports sociaux de classe en Israël, démontre notamment que le développement économique régional fut subordonné aux intérêts des consortiums publics et privés qui concentrèrent leurs opérations financières et techniques dans la zone de commandement industriel de Tel-Aviv pour ne délocaliser à la périphérie que des branches à faible composition organique du capital ²⁴ (Gradus et al. 1977). La seule exception fut l'expansion de l'industrie pétrochimique et nucléaire pour des raisons « démographiques et écologiques » autour de l'axe Arad-Dimona-Sdom, mais dans ce cas aussi la division ethnique du travail est spatialement circonscrite. Enfin, le transfert de

²⁴ Les consortiums publics incluent les entreprises nationalisées telles celles de Timna, d'Oron et de Sdom, (Produits minéraux) ainsi que celles de l'Histadrout : Soltam à Yoknéam ; les Aciéries d'Acco. Les oligopoles contrôlés par les grandes banques dominant la branche du Textile ; ainsi le groupe Gibor possède des manufactures à Kiryat-Shmona, Tiberiade, Acco, Carmiel ; le groupe Klal en détient également dans plusieurs « villes de développement » (Beith-Shean, Beer-Sheva, Dimona). Dans tous ces cas, le contrôle ethnique du capital par le groupe judéo-Ashkenaze est majoritaire sinon exclusif (Sbirski et al. 1978).

capital net de l'État aux entreprises fut impressionnant durant la période 1958-1975, totalisant 44.5% de l'ensemble du budget du développement économique (Aharoni 1976 : 282-283).

Depuis la guerre de 1967, le déséquilibre régional est plus marqué à cause de la concentration et de la centralisation financière, de la pénétration du capital étranger dans des branches comme l'électronique et les produits de transport majoritairement localisées autour de la conurbation de Tel-Aviv. Le déclin des industries « classiques » est clairement souligné par Gradus et al. (1977 :469) qui concluent qu'il existe désormais un marché de travail « duel » spatialement défini, le centre se réservant les industries « industrialisantes » à haute technologie avec ses effets multiplicateurs sur les salaires et la recherche scientifique et la périphérie se spécialisant dans des branches « arriérées ».

La faible diversification industrielle de ces villes « périphériques » a ancré le « sous-développement » régional qui se répercute clairement sur le mode de vie et la situation de classe des travailleurs qui d'une part ont des salaires moyens plus faibles qu'au centre et d'autre part sont attachés à l'usine et aux institutions d'assistance sociale qui régulent sur une base permanente le déséquilibre du marché de l'emploi. Significatif est à cet égard le nombre d'assistés sociaux, qui en 1973 est de l'ordre de 50% de la population des villes de développement (sur cet aspect voir Soen et al. 1976). Cette paupérisation se répercute clairement dans le domaine de l'éducation et des services sociaux ainsi que sur l'itinéraire de classe de la seconde génération ²⁵

²⁵ Dans une recherche récente, Carmon et al. (1979 :352) soulignent que seuls les orientaux devraient être orientés dans les villes de développement car les occidentaux s'y intègrent mal. Curieuse conclusion qui est toutefois nuancée au nom de « l'intégration des exilés » en conseillant à l'État de procéder à des réformes afin de rendre « attrayantes » ces villes pour les immigrants occidentaux. L'idéologie peut certes aveugler mais dans ce cas les sociologues ont recours à la bonne conscience au lieu de rendre compte de leur objet qui est bien la distribution inégale du produit logement. Je remercie P.A. Tremblay de m'avoir indiqué cette référence.

(Berler 1970 : 90-115). La périphérie est ainsi condamnée à la dépendance et ce d'autant plus qu'une part considérable des capitaux est canalisée dans des projets de colonisation dans les territoires arabes occupés dont le quadrillage s'appuie sur un modèle ancien et s'affronte à un nouveau rapport de forces.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Les processus d'urbanisation en Israël ont comme nous l'avons vu des caractéristiques similaires avec les sociétés capitalistes en dépit d'une idéologie agriculturiste et pionnière car ici comme ailleurs la séparation villec-ampagne fut constitutive du procès de colonisation et de clôture du territoire. Nous avons souligné que le bloc au pouvoir ne s'est opposé aux formes urbaines que parce que celles-ci ne constituaient pas la projection au sol de nouveaux rapports sociaux qui légitimaient d'une part la nationalisation des sujets et d'autre part assuraient l'inaliénabilité de la terre et sa défense. Cependant, l'organisation spatiale de la production et de la consommation après la création de l'État continua d'être réglée et modelée par la primauté du contrôle stratégique du territoire. En faisant nôtre cette hypothèse, l'étude de la désurbanisation planifiée nécessitait d'être axée moins sur les vertus ou les avatars de la théorie de la place centrale que sur les interventions de l'État dont les effets furent d'une part la déterritorialisation des arabes palestiniens et d'autre part la fixation autoritaire de migrants, notamment ceux originaires d'Asie et d'Afrique, dans des régions périphériques et frontalières.

Deux conclusions majeures ressortent de ce processus de division territoriale du travail.

1. L'appareil d'État s'est affirmé progressivement comme « capitaliste collectif » en organisant les conditions générales de l'accumulation ; c'est-à-dire en prenant en charge tant la constitution de la force de travail que la socialisation des forces productives. Ce procès s'est fondé sur la monopolisation juridique de la propriété foncière et des capitaux importés dont la redistribution assura essentiellement la privatisation des profits et le maintien des rapports sociaux de classe. Cependant, la dépendance financière et commerciale de l'État israélien accentua le développement inégal régional ainsi que la crise fiscale et monétaire. Enfin la militarisation de l'économie stimule d'une part la monopolisation de plusieurs branches industrielles mais grève une part décisive du budget de l'État qui est affectée tant au contrôle territorial qu'à la colonisation de la « nouvelle » périphérie. (Les territoires arabes occupés). Dans ce contexte, les villes dites de « développement » demeurent des lieux de reproduction appauvrie de la force de travail dont les particularités ethniques sont invoquées souvent pour justifier la position de classe de ce « sous-prolétariat ».

2. La dispersion des immigrants à l'échelle du territoire est considérée d'un point de vue technocratique comme un succès mais une telle conclusion méritait d'être sociologiquement nuancée car la division ethno-territoriale du travail qu'elle entraîna entre juifs occidentaux et orientaux ainsi qu'entre juifs et arabes israéliens démontre au contraire que l'espace n'est pas un objet neutre mais bien le lieu d'un enjeu, d'un rapport de forces entre classes sociales. En effet, l'expropriation des terres arabes suscite la résistance (Mouvement des Fils de la Terre) tandis que la marginalisation des orientaux souligne le caractère idéologique du « melting-pot » israélien dont la négation se refléchit dans l'enfermement de ces derniers dans des villes « parias », expression qui caractérise selon Hill (1978 :228) des « réserves » ségréguées de leur environnement immédiat et de dépendantes de l'appareil d'État. Mais contrairement à l'auteur qui soutient que l'apathie et le désespoir, bref la dépolitisation du sous-prolétariat, sont les caractéristiques dominantes de la culture politique des résidents des villes « parias », nous considérons que les formes de résistance spontanées et la

violence latente présentes dans ces villes peuvent se transformer en véritables contradictions comme ce fut le cas en Israël tant en 1959 qu'en 1971. Cette observation à laquelle nous aboutissons à partir de l'exemple Israélien nous porte à réagir contre les idéologies d'autogestion « communale » prônées par des anthropologues (Mead 1974 ; Gans 1974) aux minorités ethniques et raciales aux États-Unis afin de contrecarrer la perte de socialité dans les grandes villes, la crise du logement et la ségrégation. En effet ces auteurs occultent la question centrale qui est bien celle de la crise de l'urbanisation aux États-Unis et ailleurs et rejoignent subrepticement et peut-être involontairement par leurs thèses les rêves éveillés d'Unwin et d'Howard : le décentrement des classes dangereuses.

Enfin, les problèmes soulevés par l'organisation matérielle de l'espace en Israël indiquent toutefois que la prégnance des rapports sociaux idéologiques et politiques n'est pas un aspect spécifique des sociétés « collectivistes » d'État. Car, la socialisation étatique du sol et du sous-sol, le caractère directement stratégique du mode de spatialisation des activités agricoles, les politiques de désurbanisation planifiée et de fixation autoritaire des travailleurs dans des régions éloignées ou frontalières qui ont rythmé le processus de colonisation intérieure du territoire soulèvent la question de l'État et de l'appareil militaire en tant qu'éléments décisifs de l'urbanisation tant en Israël qu'en Union Soviétique, en Chine qu'à Cuba (Andrusz 1979 : 165 ; Barkin 1978 ; Sawers 1978 : 344). Au-delà des analogies formelles et des généralisations abusives, l'analyse comparative des réformes urbaines et de la désurbanisation planifiée initiées ici et là demeure encore un terrain à défricher.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

AHARONI Y.

1976 *Structure and Performance in the Israeli Economy*. Goma : Tel-Aviv (en hébreu).

ANDRUSZ G.

1979 « Some Key issues in Soviet Urban Development », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 3, 2 : 157-180.

ARONOFF M.J.

1974 *Frontiertown : The Politics of Community Building in Israel*. Manchester : Manchester University Press.

ASH J.

1974 « The Progress of New Towns in Israel », *Town Planning Review*, 45 : 387-400.

BACHI R.

1975 *The Population of Israel*. Jerusalem : Cicred.

BARKIN B.

1978 « Confronting the Separation of Town and Country in Cuba » : 317-337, in W.K. Tabb et L. Sawers (éds), *Marxism and the Metropolis*. New York : Oxford University Press.

BAUER Y.

1966 « The Arab Revolt of 1936 », *New Outlook*, IX, 6 :49-57 et 7 : 21-28.

BERLER A.

1970 *New Towns in Israel*. Jerusalem : Israel Universities Press.

BERNIER Bernard, Mikhael Elbaz et G. Lavigne

1978 « Ethnicité et lutte de classes », *Anthropologie et Sociétés*, 2, 1 :15-60.

BERNIER Bernard

1978 « Les phénomènes urbains dans le capitalisme actuel », *Cahiers de Géographie du Québec*, 22, 56 : 189-216.

BRUTZKUS E.

1964 *Physical Planning in Israel*. Jerusalem : Ministry of the Interior (en hébreu).

CARMI S., et H. Rosenfeld

1971 « Immigration, urbanisation and crisis : The Process of Jewish colonization in Palestine During the 1920s », *International Journal of Comparative sociology*, 12, 1 : 41-57.

1974 « The origins of the process of proletarianization and urbanization of arab peasants in Palestine », *Annals of New York Academy of Sciences*, vol. 220, art. 6.

1979 « The privatization of Public means, the state-made middle-class and the realization of family value in Israel », *Cahiers de recherche et de critique*, Haïfa, 2 :43-84 (en hébreu).

CARMON N., et B. Manheim

- 1979 « Housing Policy as a Tool of Social Policy », *Social Forces*, 58, 1 : 336-352.

CASTELLS Manuel

- 1972 *La question urbaine*. Paris : Maspéro.
- 1976 « Crise de l'État, consommation collective et contradictions urbaines » : 179-208, in Nicos Poulantzas (éd.), *La crise de l'État*. Paris : Presses Universitaires de France.

CHOMSKY Noam

- 1975 « Israel and the Palestinians » : 368-408, in U. Davis et al. (éds), *Israel and the Palestinians*. London : Ithaca Press.

COHEN E.

- 1970a *The city in the Zionist ideology*. Jerusalem : Institute of urban and regional studies.
- 1970b « Development Towns - The Social Dynamics of "Planted" urban communities in Israel » : 587-617, in S.N. Eisenstadt et al. (éds), *Integration and development in Israel*. Jerusalem : Israel Universities Press.

DIAMOND S.

- 1957 « Kibbutz and Shtetl : The history of an Idea », *Social Problems*, 5 : 71-99.

ELBAZ M.

- 1979a « L'exil intérieur : sur les juifs orientaux en Israël », *Les Temps Modernes*, 394 bis : 199-250.
- 1979b « Ethnicité et divisions de la classe ouvrière dans les sociétés multi-ethniques » : 37-56, in Danièle Juteau-Lee (éd.),

Frontières Ethniques en devenir. Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa.

1979c « Le territoire interdit : la question palestinienne en Israël », manuscrit, département d'anthropologie, Université Laval.

GABBAY R.

1959 *A Political Study of the Arab-Jewish Conflict : The Arab refugee Problem*. Geneva : Librairie Droz.

GANS H.J.

1973 « The possibilities of class and racial integration in American New towns : A policy-oriented analysis » : 137-158, in H.S. Perloff et N.C. Sandberg, *New Towns : Why and for Whom ?*. New York : Praeger Publishers.

GEOLTRAIN P., et F. Schmidt

1978 « Pour une histoire des idéologies juives et chrétiennes antiques », in F. Chatelet (éd.), *Histoire des Idéologies*. Paris : Hachette. Tome 1 : 213-257.

GERIES S.

1969 *Les Arabes en Israël*. Paris. Maspéro.

GERTZ A. (éd.)

1947 *Statistical Handbook of Jewish Palestine*. Jerusalem.

GILADI D.

1975 « The Economic crisis during the fourth aliya (1926-1927) » : 157-192, in D. Carpi et G. Yogev (éds), *Zionism, studies in the history of the zionist movement and of the jewish community in Palestine*. Tel-Aviv University.

GRADUS Y., et S. Krakover

- 1977 « The effect of government policy on the spatial structure of manufacturing in Israel », *Journal of development areas*, 11, 3 : 453-469.

HANDELMAN D., et L. Schamgar-Handelman

- 1978 « Social planning prerequisites for New and Expanded communities : The Case of Israel », *Contact*, 10 : 86-122.

HARVEY D.

- 1973 *Social justice and the city*. Londres. Arnold.

HILL R.C.H.

- 1978 « Fiscal collapse and Political struggle in decaying central cities in the United States » : 213-240, in W.K. Tabb et C. Sawyer (éds), *Marxism and the Metropolis*. New York : Oxford University Press.

JOHNSON E.A.J.

- 1970 *The organization of space in developing countries*. Cambridge : Harvard University Press.

KARNI E.

- 1979 « The Israeli Economy, 1973-1976 : A survey of recent developments and a review of an old problem », *Economic development and cultural change*, 28, 1 : 63-73.

KIMMERLING B.

- 1973 *The struggle over the lands*. Department of Sociology, Hebrew University of Jerusalem (hébreu).

KIRCHENBAUM A., et Y Comay

- 1973 « The Israeli new town : an experiment at population redistribution », *Economic development and cultural change*, vol. 21/22 : 124-134.

KISLEV R.

- 1975 « Land expropriation : history of oppression », *New Outlook*, sept-oct : 23-31,

KLAFF V.

- 1973 « Ethnic segregation in urban Israel », *Demography*, 10, 2 : 161-184.
4.

KLINOV-MALUL R., et N. Halevi

- 1968 *Le développement économique d'Israël*. Jerusalem : Académion (hébreu).

LEHN W.

- 1974 « The Jewish National Fund », *Journal of Palestine Studies*, 3, 4 : 74-96.

LICHFIELD N.

- 1971 *Israel's new towns : A development strategy*. Tel-Aviv : Institute for planning and development Ltd.

LIPIETZ A.

- 1977 *Le capital et son espace*. Paris : Maspéro.

LOJKINE Jean

- 1977 *Le marxisme, l'état et la question urbaine*. Paris : Presses Universitaires de France.

LUSTICK I.

- 1976 *Arabs in the Jewish state*. Ph.D. Thesis, University of California.

MANDEL N.

- 1965 « Turks, arabs and Jewish immigration into Palestine, 1882-1914 », in A. Hourani (éd), *Middle Eastern Affairs* : 4. St. Anthony's Papers, 17 :77-108. London : Oxford University Press.

MATRAS J.

- 1973 « Israel's new Frontier : The urban periphery », in M. Curtis et M. Chertoff (éds), *Israel : Social structure and change*. New Brunswick : Transaction books, 3-14.

MEAD M.

- 1973 « New Towns to set newlife styles » : 117-129, in H.S. Perloff et Neil C. Sandberg (éds), *New Towns : Why and for Whom ?*. New York : Prager Publishers.

MELLOR J.R.

- 1977 *Urban Sociology in an Urbanized Society*. Londres : Routledge and Kegan Paul.

MINGIONE E.

- 1977 « Theoretical elements for a marxist analysis of urban development » : 89-110, in M. Harloe (éd), *Captive cities*. London : Wiley and Sons.

NACHMIAS C.

- 1979 « Community and individual Ethnicity : The structural context of Economic Performance », *American Journal of Sociology*, 85, 3 : 640-652.

ORREN E.

- 1978 *Settlement amid Struggles*. Jerusalem : Yad Izhak Ben-Zvi publications (hébreu).

OULITSOUR A.

- 1939 *Le capital national et la construction du pays, 1918-1938*. Jérusalem : Keren Hayesood (hébreu).

PERETZ D.

- 1958 *Israel and the Palestine arabs*. Washington : The Middle East Institute.

PRETECEILLE E.

- 1974 « La planification urbaine. Les contradictions de l'urbanisation capitaliste », *Économie et Politique*, 236 : 94-114.

RUEDY J.

- 1971 « Dynamics of land alienation » : 119-139, in I. Abu-Lughod, (éd), *The Transformation of Palestine*, Northwestern University Press.

SAWERS C.

- 1978 « Cities and countryside in the Soviet Union and China » : 338-364, in W.K. Tabb et L. Sawers (éds), *Marxism and the Metropolis*. New York : Oxford University Press.

SAYIGH T.A.

1978 *The Economies of the Arab world*. London : Croom Heim.

SBIRSKI C., et S. Katzir

1978 « Ashkenazes et orientaux : émergence de relations de dépendance », *Cahiers de recherche et de critique*, Université Haïfa, 1 : 21-59 (hébreu).

SCHACHAR A.S.

1973 « The role of new towns in national and regional development : a comparative study » : 30-47, in H.S. Perloff et N.C. Sandberg (éds), *New towns : Why and for whom ?*. New York : Praeger Publishers.

SHAPIRA Y.

1976 *The formative years of the Israeli labour party. The Organization of Power 1919-1930*. New York : Sage Publications.

SOEN D., M. Honig et M. Tamir

1976 « Social Distress in settlements in Israel », *Ekistics*, 242 : 50-54.

SPIEGEL E.

1967 *New towns in Israel*. New York : Praeger Publishers.

SPILERMAN S., et J. Habib

1976 « Development towns in Israel : The role of community in creating disparities in Labor force characteristics », *American Journal of Sociology*, 81 : 781-812.

SUSSMAN Z.

1974 *Wage differentials and equality within the Histadrout*. Ramat-Gan : Massada (hébreu).

SZESKIN A.

1977 « La structure foncière en Israël », *Connaissance d'Israël*, 1 : 105-121.

TABENKIN J.

1967 *Collected Speeches*. Tel-Aviv : Hakibboutz Hameuchad (hébreu).

TRABULSI F.

1969 « The Palestine problem, zionism and imperialism in the Middle-East », *New Left Review*, 57 : 53-90.

WEINSTOCK N.

1973 « The impact of zionist colonization on Palestine arab society before 1948 », *Journal of Palestine Studies*, 11, 2 : 50-63.

WEINTRAUB D., M. Lissak et Y. Azmon

1969 *Moshava, Kibbutz and Moshav*. Ithaca : Cornell University Press.

WELLER L.

1974 *Sociology in Israel*. Wesport : Greenwood Press.

YAGO G.

1976 « Whatever happened to the promised land ? », *Berkeley Journal of Sociology*, XXI ; 117-146.

ZUREIK E.T.

1976 « Transformation of class structure among the Arabs in Israel », *Journal of Palestine Studies*, 21 : 39-68.

Fin du texte